

LA VILLE ET LE RAPPORT AUX VALEURS OCCIDENTALES

(LE CAS DES D.O.M.)

par Marie-José JOLIVET, Sociologue

L'intérêt des recherches urbaines n'est certes pas à démontrer. En revanche, les placer sous le signe de la nécessité, comme j'entends le faire ici, mérite peut-être explication. Cette position relève d'une problématique qui, sans prendre a priori la ville pour objet, est amenée à l'investir, non pas seulement parce qu'elle est (ou devient à un moment donné de l'enquête) le cadre pertinent des phénomènes étudiés, mais aussi parce qu'elle incarne un certain ordre -social, économique, culturel- et en assure la reproduction. En d'autres termes, la ville est alors conçue comme une totalité qui peut et doit être saisie globalement, en tant que produit-producteur des structures socio-économiques et de l'histoire, mais qui n'apparaît pleinement signifiante, au regard de l'exigence de ce type de recherche, que si elle est vue, en même temps, à travers le jeu concret de ses éléments constitutifs, un jeu qui précisément fait et reflète l'ordre en question, et qu'il faut donc examiner jusqu'au niveau du vécu individuel pris dans sa double relation, objective et subjective, à cet ordre incarné par et dans la ville.

C'est à partir d'un cas bien circonscrit que cette problématique s'est construite. Il s'agissait de cerner une réalité jusqu'alors totalement inconnue : la société créole de Guyane française. L'enquête a commencé par l'étude monographique de deux communes rurales qui, sous couvert du maintien d'une tradition résiduelle d'un côté, de l'accès à une pseudo-modernité de l'autre, ne survivent en fait que sous l'emprise administrative, dans une cohésion artificielle, masquant grossièrement un état de crise latente que trahissent certains signes, tel le mouvement continu d'exode vers la ville.

La mise en perspective historique de la crise a permis d'en comprendre les fondements, et partant la véritable nature. La crise guyanaise est ancienne. Elle est née de l'esclavage ; avec l'émancipation, elle est passée à l'état manifeste, mais sous forme transitoire, c'est-à-dire ouverte sur divers "possibles" ; puis elle s'est peu à peu installée au cours de la ruée vers l'or qui, pendant près d'un siècle, n'a cessé de renforcer le primat de la stratégie individuelle sur la construction collective...

Instituée après la seconde guerre mondiale, la situation départementale a immédiatement liquidé l'organisation déjà chancelante de la période de l'or, mais ne s'en est pas moins trouvée héritière de la crise. En donnant à la Guyane (et aux trois autres "vieilles possessions françaises" : Guadeloupe, Martinique, Réunion) le statut de Département d'Outre-Mer, l'Etat français a voulu se démarquer de la précédente régie coloniale, tout en rejetant l'idée d'indépendance aux confins de l'impossible ; il n'a donc pu agir que dans le sens d'une intégration plus poussée, et ce, au nom de l'idéologie du progrès. A-t-il su pour autant assurer le dépassement de la crise ? En milieu rural, la réponse est clairement négative : sans doute a-t-il fixé le village en lui imposant la tutelle de l'Administration, mais il a par là même figé ses possibilités de reconstruction collective, car il l'a réduit à la fonction de simple commune, il en a fait

le relais de sa pratique d'assistance aux personnes. Ainsi a-t-il pensé apporter la preuve du progrès dont la départementalisation se veut porteuse, et dont, en tout cas, elle véhicule l'idéologie justificatrice. Mais si progrès il y a, c'est indéniablement en ville qu'en ont été forgées les preuves les plus tangibles ; telle est la logique de la politique de prestige qui, si elle entend donner au paysan un niveau de vie minimal, fait surtout de la ville son lieu de réalisation privilégié, et y draine donc nécessairement la population des campagnes, toujours soumise au primat de la stratégie individuelle.

Quoique partie du milieu rural, la sociologie de la crise guyanaise implique bien la nécessité de prendre en compte la ville, en l'occurrence Cayenne, chef-lieu du département, regroupant les deux tiers de sa population, et qui d'emblée se livre comme la parfaite incarnation de l'ordre départemental. Est-ce à dire que la crise est uniquement rurale, que l'organisation urbaine en permet le dépassement ? Assurément non ; mais pour comprendre ce que devient la crise guyanaise dans l'organisation urbaine, il faut aborder la question sous l'angle indirect du rapport à la ville ; on s'aperçoit alors que cette ville n'est jamais que le lieu où s'opère la médiatisation du rapport à la métropole, et plus généralement du rapport aux modèles de la société occidentale.

A cet égard, l'exemple des émigrés ruraux est assez révélateur. Il montre en effet qu'il y a très souvent une profonde distorsion entre la situation vécue subjectivement par l'émigré en ville, et ses conditions objectives (objectivité toute relative, puisque découlant de critères construits autour de la notion ethnocentrique de niveau de vie). Ainsi, telle femme de ménage gagnant 200 francs par mois (en 1970) déclarera être venue à Cayenne 20 ans auparavant pour "se faire une situation", et semblera considérer que c'est chose faite, alors qu'elle vit difficilement dans une maison vétuste et sans confort, mais où trône - détail non négligeable - un téléviseur qu'elle a pu acheter grâce à l'aide du "mari" avec lequel elle a un moment vécu. Le discours des jeunes est encore plus caractéristique : tel garçon d'une vingtaine d'années, chômeur depuis un an et réduit à vivre dans une chambre sans eau ni électricité, estimera malgré tout que Cayenne est "le seul endroit envisageable pour vivre", et que de toute façon : "tout vaut mieux que l'abattis". Le seul fait de résider en ville est donc déjà synonyme de progrès par rapport à la vie rurale, à la tradition fondée autour de l'abattis par les esclaves libérés. Et Cayenne est désormais appréhendée comme une petite réduction de la métropole, voire plus généralement du monde occidental. C'est d'abord là le fruit d'une politique volontariste : le général de Gaulle souhaitait que la Guyane devienne une "vitrine française" en Amérique. Supplantée quelque temps par Kourou, avec son ambitieuse base spatiale et sa nouvelle ville, Cayenne a finalement acquis plus durablement cette fonction, peut être moins en raison du modernisme qui y était introduit (urbanisme, divers équipements, tel un émetteur de télévision, etc...), que par la manière dont les Guyanais ont été amenés à en être eux-mêmes les agents.

Est ici en cause le processus d'assimilation qu'induit par définition la départementalisation. L'Ecole en est sans doute l'un des moyens fondamentaux. Ce n'est pas un hasard si, parmi les motivations explicites de l'exode rural, figure en bonne place la volonté de permettre à ses enfants de "continuer l'Ecole". Certes, n'est posée là consciemment que l'idée de la promotion par l'instruction ; mais quand on sait que pour la majorité, singulièrement dans le cas des émigrés ruraux, la scolarité se

limitera à quelques années d'études primaires au cours desquelles le jeune Guyanais aura surtout appris à intérioriser sa condition de Français d'Outre-Mer, on s'aperçoit qu'il y a au fond superposition des notions de progrès et d'assimilation. En fait, le processus d'assimilation s'effectue de façon modulée, selon les voies que tracent les contraintes de l'appartenance sociale. La pleine assimilation, celle qui s'affirme à travers le mode de vie et la maîtrise de la culture française, est l'apanage de la bourgeoisie. Pour les plus démunis cependant, l'accès à une certaine consommation, si minime soit-elle (quelque matériel électro-ménager, un téléviseur dans les meilleurs cas), fournira la preuve, aux autres et à eux-mêmes, de leur cheminement vers le progrès, dès ce niveau entièrement confondu avec les modèles de la société occidentale.

Si l'exode vers la ville, première étape du cheminement vers "le" progrès, est aussi par là même une première actualisation du processus d'assimilation, qu'en est-il de l'exode vers la métropole, dont le flux est très important eu égard aux effectifs de la population guyanaise ? A dire vrai, il n'est guère étonnant que le modèle métropolitain ait, vis-à-vis des Cayennais, une fonction aspirante similaire à celle du modèle urbain local vis-à-vis des ruraux : le phénomène est inscrit dans la logique du processus d'assimilation ; il semble même a priori en être le couronnement, du moins si l'on s'en tient au discours de ceux qui espèrent ou voudraient partir. Mais l'installation dans une ville métropolitaine (car c'est évidemment vers les grandes villes, et tout particulièrement vers Paris, que se dirigent les migrants guyanais) représente une rupture beaucoup plus marquée avec le milieu d'origine que le simple exode rural, et l'on ne peut se demander si le vécu en reste de même nature. Seule une étude effectuée auprès de la population guyanaise émigrée en métropole permettrait de répondre correctement à cette question ; elle offrirait en outre à la précédente problématique une nouvelle perspective, inscrite cette fois dans le cadre d'une sociologie des migrations.

Quelle place la recherche urbaine peut-elle prendre dans une telle perspective ? Sans doute s'agit-il désormais moins de saisir la ville en tant qu'ensemble inscrit dans et déterminé par les structures socio-économiques spécifiquement françaises (encore que cet éclairage ne soit pas à négliger), qu'en tant que cadre-objet d'une relation externe. Mais si la recherche doit dès lors être recentrée sur le rapport des migrants à la ville métropolitaine (à telle ville, dans telles conditions), cela n'implique pas le resserrement de la problématique sur l'étude marginale d'un phénomène marginal. L'intérêt d'étudier un tel rapport se situe en effet au-delà de ce qu'il recouvre immédiatement : si marginal soit-il du point de vue du lieu d'accueil (ce qui n'est d'ailleurs plus le cas dès que l'on considère l'ensemble des migrants, toutes origines confondues), il peut néanmoins être le révélateur de tout le contenu idéologique de la relation susceptible de s'instaurer entre un pays industrialisé et un pays sous-développé, voire entre la société occidentale et le Tiers-Monde.

Certes, c'est en l'occurrence la relation France-Guyane qui est en question ; et elle est déterminée par le caractère singulier du lien départemental. Mais la Guyane n'est pas seule concernée : les Antilles et la Réunion le sont aussi. Les Antilles appartiennent d'autre part à la même aire culturelle de la Guyane. Il y a donc là un champ d'extension possible

et souhaitable de la recherche. Mettre la problématique construite à partir du cas guyanais, à l'épreuve des faits antillais, serait même un test instructif, car si la Martinique et la Guadeloupe sont soumises à la même politique de départementalisation et au même processus d'assimilation, la logique qui y est à l'oeuvre vient se greffer sur un contexte différent. Dans quelle mesure la spécificité des conditions économiques et démographiques de ces îles modifie-t-elle le sens profond des migrations antillaises ? Le problème idéologique y conserve-t-il une place significative ? On voit à travers ces questions que l'élargissement de la recherche aux faits antillais passe par un retour à la ville "locale" (Fort-de-France, Pointe à Pitre), en tant qu'éventuel relais-produit de l'idéologie du progrès véhiculée par la métropole ; mais ce retour peut être un tremplin. En effet, si le mode de fonctionnement idéologique du lien départemental, défini à partir de la Guyane se confirme aux Antilles, par-delà les différences, comme l'expression d'un mode de relation beaucoup plus général entre société occidentale et Tiers-monde, alors une nouvelle extension de la recherche est envisageable, hors de la sphère des D.O.M., hors même de la sphère relevant de l'influence française. Ainsi pourrait-on utilement s'interroger sur l'impact du modèle nord-américain (ou si l'on préfère du super-modèle occidental) au niveau de l'ordre incarné par et dans les grandes villes sud-américaines.

Paris, avril 1979

DIFFUSION INTERNE

LA RECHERCHE
URBAINNE
A L'ORSTOM

*tome 1: orientations
et projets*

ORSTOM PARIS
AOUT 1979

DIFFUSION INTERNE

LA RECHERCHE

URBAINE

A L'O.R.S.T.O.M.

Tome 1 :
ORIENTATIONS ET PROJETS

O.R.S.T.O.M. PARIS
août 1979